

# LA NATION

## journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 2.50 francs. Abonnement annuel: 69 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

### Lettre à M. Christoph Blocher

Monsieur le Conseiller fédéral,

Avez-vous été un bon conseiller fédéral? Derrière la fumée et les pétarades d'une campagne de dénigrement aussi mesquine que démesurée, on distingue deux griefs politiques à votre égard. Vous n'avez fait que peu de lois, vous vous êtes même efforcé de désengager l'Etat, et vous avez constamment mis les cantons en avant, vous reposant sur eux chaque fois que c'était possible. Ne pas centraliser et ne pas augmenter le pouvoir de l'administration, cela suffit pour que les médias aient parlé d'un «bilan médiocre». A nous, cela suffit pour que nous déplorions votre départ, dommageable tant pour la Confédération que pour les Etats cantonaux qui la constituent.

Votre non-réélection, péripétie dans une longue carrière de combattant, a révélé à la population certaines tares du régime parlementaire. Elle a aussi montré la capacité de nuisance de la presse «d'information» quand celle-ci travaille unanimement et dans la durée à fabriquer l'opinion.

Vos partisans estiment que votre élimination n'était pas démocratique. C'est à la fois vrai et faux. C'est vrai si l'on examine les choses du point de vue des élections d'octobre dernier. Tant vos adversaires que votre parti avaient fait de votre personne l'objet de ces élections. Tout le monde semblait d'accord: faire triompher l'UDC, c'était voter pour votre maintien au Conseil fédéral. En ce sens, il eût été démocratique de vous réélire.

Mais il faut se rappeler que la démocratie, ce sont aussi les partis et les manœuvres électorales. Là, tout est permis pour autant qu'on suive la procédure légale. Même le putsch de MM. Darbellay, Levrat et Leuenberger, cette magouille invraisemblable où le nom de Mme Widmer ne fut révélé aux parlementaires que le matin même, était démocratique: la procédure étant res-

pectée, la démocratie l'était aussi! Comme est techniquement démocratique le fait qu'un grand nombre de parlementaires aux ordres aient élu à la plus haute charge de la Confédération une personne qu'ils ne connaissaient pas, manifestant – avec les cris de joie indignes qui ont suivi le vote – un niveau d'irresponsabilité jamais atteint par l'Assemblée fédérale.

Pourquoi cette campagne tous azimuts? Plus que l'irritation de certains face aux procédés publicitaires d'une UDC godillant souvent sur les limites du bon goût et de la provocation, plus que la haine primaire, viscérale et systématique que vous porte la gauche, plus que l'obsession du PDC de recouvrer un deuxième siège (que ce parti «chrétien» considère comme lui revenant de droit divin), c'est votre victoire sur l'Espace économique européen, il y a quinze ans déjà, qui a enclenché la chasse à l'homme. Le rejet de l'EEE fut un coup d'arrêt inacceptable porté à un mouvement de fond que tout le monde, même les opposants, considérait comme inéluctable. L'EEE à terre, c'était le Progrès lui-même que le peuple suisse, par votre faute sacrilège, contestait. L'Histoire, censée avancer sans heurt du morcellement féodal à l'Etat mondial, butait sur l'écueil helvétique! Beaucoup ne s'en sont pas encore remis. En 2004 encore, votre collègue Joseph Deiss parlait d'«une erreur de l'histoire»!

En pensant aux pressions extérieures économiques et politiques subies par la Suisse lors de l'affaire des fonds en déshérence et à la complaisance de la police allemande à l'égard de la commission de gestion dans l'affaire Roschacher, on doit aussi se demander s'il n'y a pas eu des interventions étrangères dans la cabale.

Votre éviction, avez-vous dit, ne marque pas votre retrait de la politique. Vous auriez affirmé! (condition-

nel de rigueur!) qu'il vous serait «relativement simple de mener une politique d'obstruction totale». Ce n'est pas si certain. Sans parler des éventuels problèmes internes de l'UDC, dont une partie «anti-blochérienne» pourrait désirer se retirer (tout en sachant qu'elle perdrait du même coup sa principale locomotive électorale), il me semble que vous surestimez les possibilités de la démocratie directe.

Pour un démocrate moderne, la démocratie directe est une anomalie politique, un résidu de l'époque où il n'y avait ni statistiques, ni sondages, ni experts. Etrange aberration, qui fait que le citoyen est réputé compétent pour élire des personnes, même s'il ne les connaît pas, mais qu'il ne le serait pas pour se prononcer sur un projet précis, même s'il est un expert en la matière! En réalité, la démocratie directe est aujourd'hui encore parfaitement adaptée à la politique suisse, s'adressant à un bon sens populaire souvent plus sage que les fabrications idéologiques de la classe politique.

Pour autant il ne faut pas faire comme s'il y avait d'un côté un peuple sain qui incarne la vérité politique et de l'autre une officialité d'élus et de médias pourrie d'idéologie progressiste. La réalité est de part et d'autre plus complexe. Le peuple est lui aussi marqué par l'idéologie. Il est sans doute un peu plus conservateur, un peu plus réaliste que ses élus, en tout cas quand il arrive à se représenter les conséquences concrètes d'une loi, ce qui n'est pas toujours le cas. Il est heureux aussi de pouvoir exprimer occasionnellement ses sentiments à l'égard des patrons, des riches, des pollueurs, des assurances maladie, des étrangers... Mais il s'occupe d'abord de lui-même et n'aime pas être dérangé trop souvent, même pour donner son avis.

Et puis, le Suisse est prudent. Il n'agit pas en fonction de principes,

mais en fonction de son sentiment de la mesure. Le «de plus en plus», indépendamment du contenu, répugne à ce bon sens dont nous parlions plus haut. Un recours trop fréquent à l'initiative et au référendum engendrerait la lassitude ou la crainte et préparerait l'acceptation par le peuple d'un durcissement des conditions de l'exercice des droits populaires.

Il ne faut pas compter sur la démocratie directe pour conduire une politique cohérente et systématique. Elle vaut principalement en ce qu'elle cadre et oriente l'activité des autorités élues. Nous disons souvent que la crainte du référendum est le commencement de la sagesse parlementaire. Mais on ne peut y recourir qu'occasionnellement.

Venons-en à l'initiative pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple qu'on nous annonce et que vous êtes censé patronner. Une telle institution est sans doute conforme à la pente naturelle du régime démocratique. Elle trouvera d'ailleurs beaucoup de partisans jusque dans les rangs socialistes. Cela n'empêche pas que, personnalisant le pouvoir à la manière française, elle est contraire au fédéralisme, lequel demande un pouvoir fédéral discret et même légèrement anonyme. Nous nous opposons donc à cette initiative si elle devait être lancée.

En revanche, chaque fois que vous interviendrez par initiative, référendum ou autrement, pour faire respecter les souverainetés cantonales, l'indépendance fédérale ou l'autonomie des corps intermédiaires, nous nous trouverons du même côté.

Croyez, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre haute considération.

OLIVIER DELACRÉTAZ

<sup>1</sup> 24 heures du 17 décembre.

### Offrez un cadeau à l'Ecole Vaudoise

Avec les fêtes de Noël qui approchent, nos lecteurs auront bientôt d'autres chats à fouetter que de se préoccuper de l'initiative *Ecole 2010* cherchant à remédier aux problèmes de l'école vaudoise, et nous ne leur en voudrions pas de reléguer ces questions à la dernière place de leur liste de priorité, après la dinde à acheter, le champagne à commander et le cadeau pour Tante Agathe. Mais justement, il serait dommage que la signature de Tante Agathe (institutrice à la retraite mais toujours bon pied, bon oeil) que le lecteur est allé spécialement récol-

ter au fin fond de la vallée de Joux, par la seule journée de neige de toute la saison, soit retrouvée moisissant sous le sapin (la liste a malencontreusement glissé dessous sans qu'on s'en aperçoive) après le 17 janvier, date limite de la récolte des signatures. Aussi, avant qu'un tel malheur se produise, pensez à renvoyer vos listes signées au comité!

Cette initiative, quels que soient les thèmes abordés, se propose de rétablir les points de repère, fixes et communs à tous, qui ont été progressivement érodés par les réformes successives. Des

repères pour les enfants, pour les parents et pour les enseignants sous la forme de notes et de moyennes, de manuels de référence contenant théorie et exercices et consultables par tous en tout temps, de méthodes pédagogiques validées par l'expérience, de filières clairement profilées. Des repères plus spécifiques aux enseignants sous la forme de programmes annualisés et rédigés en termes précis, applicables et compréhensibles, et dont l'acquisition puisse être soumise à vérification par des épreuves cantonales de référence dignes de ce nom.

Une telle initiative ne résoudra pas, comme par un coup de baguette magique, tous les problèmes auxquels sont confrontés les divers partenaires de l'institution scolaire, mais elle permettra simplement de refonder l'école sur des bases plus saines.

En signant et en faisant signer cette initiative autour de vous, vous ferez ainsi un beau cadeau à l'école vaudoise, sans oublier celui de Tante Agathe.

LAURENCE BENOIT

## Lettre ouverte à René Girard

Cher Monsieur, ami vénéré,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier chaleureusement et doublement, et de l'honneur que vous m'avez fait en me faisant tenir par les soins de votre éditeur un exemplaire de votre dernier livre *Achever Clausewitz*<sup>1</sup>, et du rare plaisir de poursuivre ainsi une lecture commencée autrefois avec le *Mensonge romantique et vérité romanesque*. Mais des remerciements, même empreints d'admiration, ne justifient pas à eux seuls le truchement d'une lettre ouverte.

### Un règlement de compte

J'éprouve en effet le besoin, au moment où toute la presse accueille avec un engouement mimétique cette nouvelle pierre de l'édifice girardien, de vous faire part de mes propres sentiments, lesquels sont de deux ordres: d'une part, il y a une certaine fierté à penser que ce modeste journal, *La Nation*, a été en quelque sorte à l'avant-garde dans notre pays quand il a présenté vos thèses en plusieurs articles, il y a une douzaine d'années. J'avais la conviction que votre hypothèse – c'est le terme dont vous vous servez – de la crise sacrificielle qu'engendre la mimésis, partout, dans tous les mythes, dans toutes les grandes histoires, était un apport essentiel aux sciences humaines, qu'elle constituait une véritable découverte, et non seulement une sorte d'interprétation, une lecture de texte plus ou moins originale. Mais d'autre part, je dois vous avouer mon dépit quand j'ai dû constater que ma plume n'avait pas la force de mon enthousiasme, et que je n'arrivais pas à convaincre mes lecteurs. Et c'est pourquoi je vous avais fait part de ma surprise, pour ne pas dire plus, de voir mon premier article à vous consacré, précédé d'un chapeau de la rédaction qui, pour un coup, avait dû laisser perplexe le lecteur de ma propre prose: «Les thèses de René Girard n'ont pas la portée explicative générale et définitive que leur attribue leur auteur, dont nous avons pu voir... qu'il en prenait à son aise avec les Écritures<sup>2</sup>.» Vous avez par la suite démontré d'une manière étincelante combien, au contraire, tous les grands textes, sans exception, peuvent se lire à la lumière que vous projetez. Cette lettre ouverte est donc un peu un règlement de compte avec ceux qui, à cette époque – pardonnez mon immodestie – n'ont connu votre pensée que par ce que j'en ai écrit, ou presque. C'est aussi l'histoire d'une découverte et des doutes qu'elle a suscités, qu'elle suscite encore. Et si l'affrontement entre partisans et détracteurs (même muets) de vos thèses doit provoquer une crise, je ne serais pas mécontent d'en être le bouc émissaire.

Mais voyons plus loin.

### Le nouveau Darwin des sciences humaines

C'est l'expression dont s'est servi Michel Serres dans le fameux discours de votre réception à l'Académie française:

*La crise de la création, la voici enfin: dans un univers de répliqueurs, de modes et de codes reproducteurs, de clones bientôt, l'œuvre inimitable reste cachée jusqu'à la fondation d'un nouveau monde. Ainsi nous avez-vous révéilé comment le désir personnel et la culture humaine amplifient l'un des secrets de la vie, de la naissance, de la nature... Je vous nomme désormais le nouveau Darwin des sciences humaines.*

Et plus loin:

*Derechef, d'où vient cette violence? Du mime, disiez-vous. Il pleut du mime dans les champs du désir, de l'argent, de la puissance et de la gloire, peu d'amour. Il pleut du mime comme il pleuvait jadis, dans le vide, du mime, atomes, paroles ou lettres, pour la fondation du monde. En cette (...) monotonie du sacrifice humain, désormais sans cesse repris, la première vraie nouvelle vint d'Abraham, notre ancêtre, au moins adoptif, qui, appelé par l'ange du Seigneur (Genèse 12, 10-13), arrêta son poing au moment où il allait égorger Isaac, son fils... La piété monothéiste consiste, nouvellement, en l'arrêt du sacrifice humain, remplacé par la vicariance d'une victime animale.*

*La deuxième vint de la Passion de Jésus-Christ; à l'agonie, celui-ci dit: «Père, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font.» Ici, la bonne nouvelle porte sur l'innocence de la victime, l'horreur du sacrifice et le dessillement des bourreaux aveugles. La troisième vient de vous, qui dévoilez cette vérité, à nos yeux comme aux leurs cachée.*

Vous aviez écrit, il y a déjà quelques années, en ce temps où les Français faisaient mine de vous ignorer, que vous compreniez que l'on pût être choqué par votre prétention à vouloir révéler des choses cachées depuis la fondation du monde, mais que vous étiez bien convaincu qu'un jour ou l'autre on reconnaîtrait que vous aviez raison. Et voilà que c'est sous la Coupole que cette reconnaissance est consacrée. On n'en espérait pas tant! Je me demande un peu comment Claude Lévy-Strauss, qui pourrait presque être votre père (il aura cent ans l'année prochaine!) vous y a reçu, lui dont vous avez écrit qu'il ne connaissait rien de vous en dehors de ce que la rumeur publique lui rapporte à votre sujet et qu'il condamnait votre travail en se fondant sur les réactions épidermiques que suscitent en lui des expressions telles que «bouc émissaire» et «lynchage fondateur»<sup>3</sup>...

A la lecture de votre livre *Je vois Satan tomber comme l'éclair*<sup>4</sup>, j'avais été intrigué par votre revendication que l'on puisse le considérer comme une apologie du christianisme, et me disais: et au fond, si l'œuvre de René Girard, envisagée dès la découverte «des choses cachées», n'était rien d'autre qu'une magistrale et trop brillante critique littéraire, non plus seulement des œuvres de génie – Sophocle, Cervantès, Shakespeare, Dostoïevski, Proust... – mais encore de la Bible elle-même? Serions-nous, nous lecteurs, séduits par le mythe scientifique girardien, et donc incapables de voir que c'est bien le Christ qui a dévoilé les «choses cachées», et non ce cinquième évangéliste de Stanford?

Mais vous ne dites pas autre chose, vous lisez les textes jusqu'au bout, vous les achevez! Et votre défense du christianisme est de l'ordre de l'anthropologie, elle n'a rien à voir – vous l'écrivez vous-même – avec les «vieilles preuves de l'existence de Dieu, toutes choses excellentes en leur lieu et place». Et c'est bien parce que vous m'avez convaincu que j'ai écrit, pour moi, les quelques lignes qui suivent, et que je retranscris, non pas tant pour vous que pour les lecteurs vaudois:

«C'est bien cette mimésis du désir – aboutissant à la violence bientôt déchainée – qui est la grande découverte de René Girard et qui forme le centre de sa réflexion anthropologique. Mais à

l'inverse et prise alors dans la perspective évangélique, c'est-à-dire dans l'imitation de Jésus-Christ, qui lui-même ne veut être que la parfaite image du Père, cette mimésis doit faire de nous des imitateurs du Père. Et il y a plus de liberté dans ce désir de perfection, dans cette imitation du modèle divin que dans la prétendue autonomie chère à tout le courant individualiste parce que celle-ci, quoique nous en pensions, nous rend tributaires des modèles mondains et va tôt ou tard nous précipiter dans de nouvelles rivalités mimétiques. Girard ne se prend pas pour Thomas à Kempis, il ne nous dit pas «Mes frères, mes chers lecteurs, soyez donc parfaits comme votre Père céleste est parfait.»; nulle mystique chez lui. Il indique simplement, si l'on peut dire, quel est le renversement absolu que représente dans l'histoire de l'humanité la «révolution copernicienne du dixième commandement – qui s'épanouit dans les Évangiles.»

### Achever Clausewitz ou achever Hölderlin?

J'ai commencé cette lettre d'abord pour vous témoigner ma reconnaissance, mais aussi, la publiant, dans l'espoir que nos lecteurs puissent saisir la portée réelle, définitive et générale de votre explication. Je ne suis pas sûr que votre dernier livre y contribue à ce point. Qui aurait pensé que vous alliez investir les réflexions d'un officier prussien, l'auteur de *De la guerre*, l'observateur fasciné des guerres napoléoniennes, et découvrir chez lui une sorte de prophète de l'accélération de l'histoire? Que Clausewitz ait perçu les conséquences du conflit franco-allemand, cela ne fait pas de doute, mais lui faire dire, à son insu, qu'il annonce la «montée aux extrêmes», et finalement le commencement de l'apocalypse, cela relève beaucoup plus de la pensée propre de René Girard que d'un génie visionnaire ensorcelé par Bonaparte. Cette accélération apocalyptique, vous en voyez les signes bien sûr dans les deux guerres mondiales, dans la menace de la bombe atomique, et même dans le réchauffement de la planète. Et c'est si vrai que c'est par le détour de la *Tristesse de Hölderlin*, la partie centrale et admirable de votre réflexion, que vous en révélez la nature réelle, c'est-à-dire la nature spirituelle. Vous en citez les vers, chers aux frères de Taizé, dans la traduction de Gustave Roud: «Tout proche / Et difficile à saisir, le dieu! / Mais aux lieux du péril croît / aussi ce qui sauve.» Pour le poète, dites-vous, «l'Incarnation est le seul moyen donné à l'humanité pour affronter le silence très salubre de Dieu», et vous

développerez cette apologie de la Croix et de la résurrection dans vos conclusions. On est assez loin de Clausewitz!

Et puis il y a l'islam. Je vous avais demandé, sauf erreur à Stanford, comment vous voyiez la religion du Coran, dans votre perspective. Vous m'aviez répondu en quatre mots: je ne comprends pas. Moi non plus, sinon que je m'attendais à ce que vous vous risquiez à laisser entendre – on marche sur des œufs – qu'on avait affaire à du mimétisme, religieux sur religieux, et c'est ce que je pense. Au lieu de cela, vous évoquez le 11 septembre et tous les suicides criminels de cet ordre comme l'un des éléments de l'apocalypse qui a commencé. Vous écrivez même: «Le réchauffement de la planète et cette montée de la violence sont deux phénomènes absolument liés.» (p. 363). J'ai de la peine à vous suivre. Ce qui m'a frappé dans ma visite récente du *ground zero*, c'est l'absence de tout esprit revancharde, aucune expression de haine dans tous les commentaires qui illustrent ce lieu, comme si l'on avait écouté Hölderlin et vous-même, et j'ai écrit, dans ce même journal: «Les Américains, où qu'ils se situent dans l'échelle sociale, sont habités par l'amour de leur nation, et, sans qu'ils le disent, il y a fort à parier que le 11 septembre deviendra avec le temps un nouveau symbole de la grandeur de leur pays.»

L'eschatologie de l'achèvement de Clausewitz m'apparaît donc beaucoup plus comme une apologie du Salut que comme la conclusion de votre anthropologie. Ou bien est-ce la même chose?

\*\*\*

Je ne voudrais pas manquer de vous présenter mes vœux de Noël et mes vœux les plus chaleureux pour votre quatre-vingt-quatrième anniversaire, puisque ces deux fêtes tombent à la même date, et de vous demander de dire mes respectueux hommages à Madame Girard.

DANIEL LAUFER

<sup>1</sup> René Girard, de l'Académie française: *Achever Clausewitz, Entretiens avec Benoît Chantre*, Carnets Nord éd., Paris 2007, 364 p.

<sup>2</sup> *La Nation*, N° 1478, du 20 août 1994.

<sup>3</sup> Cf. René Girard: *Celui par qui le scandale arrive*. Desclée de Brouwer, 2001, 193 p. (NB. L'auteur, qui n'est pas celui par qui le scandale arrive, réplique ici vigoureusement à ses détracteurs, en particulier Claude Lévy-Strauss à qui il reconnaît pourtant devoir beaucoup.)

<sup>4</sup> Grasset, 1999, 297 p.

### † Robert Isoz

Notre ami Robert Isoz s'est éteint le 12 décembre. Nous nous devons d'évoquer la forte stature, l'envergure de cet homme qui a incarné sa vie durant non seulement l'indépendance d'esprit, mais aussi le sens de la communauté, tant dans sa commune qu'à la tête de la Fédération vaudoise des vignerons. Avec autant d'autorité que d'humour, il a donné à l'institution professionnelle sa véritable place de corps intermédiaire, aidé dans ce travail de rénovation – qui porte encore ses fruits aujourd'hui – par Philippe Hubler. C'est aussi avec ce dernier qu'il tint sur les fonts baptismaux l'Office de Terravin, la marque de qualité des vins vaudois, qu'il fit passer des vins

d'Yverne à l'ensemble des vins vaudois, entouré dans cette tâche des regrettés René Gallay, directeur de l'ancienne Station fédérale de Montagibert, Gilbert Hammel, son collaborateur d'alors, et Emile Matthey, à l'époque chimiste cantonal. Refusant toute carrière officielle, sauf celle de syndic, il donna l'exemple d'un dévouement constant et toujours intelligent au bien commun... et à la qualité des crus des *Portes Rouges*.

Que son épouse et son fils Claude veuillent trouver ici l'expression de notre amicale et respectueuse sympathie.

RÉD.

## Arme de service et meurtriers potentiels

Le jeune homme qui a abattu une apprentie à Zurich avec son arme de service avait volé la munition durant son service. Il aimait les jeux vidéo guerriers; il avait bu ce soir-là. L'armée savait, mais sans plus de précisions, que le meurtrier avait déjà été condamné pour vol en 2005 et «pour avoir utilisé des explosifs» en 2006. En fait, comme le soulignent trop peu les médias, ce monsieur était un *militant altermondialiste*: il avait lancé un cocktail Molotov en janvier 2006 contre le siège de l'entreprise d'export OSEC à Zurich, pour protester contre le *World Economic Forum* de Davos<sup>1</sup>. Avant de ranger les fusils à l'arsenal, il faudrait peut-être ranger les altermondialistes au placard.

Les passions entretenues autour du drame ne semblent guère refléter un souci de protéger la population. La *Weltwoche* vient de publier un article documenté montrant que les armes de service jouent un rôle statistiquement négligeable dans la criminalité en Suisse. Lors des quelque deux cents meurtres et tentatives de meurtre commis en 2006, le couteau a été le plus souvent l'arme du crime (plus d'un tiers des cas); une arme à feu a été utilisée dans deux fois moins de cas, soit 17%. Le prohibitionniste professeur Martin Killias lui-même indique que, parmi les meurtres commis en Suisse avec une arme à feu, seuls 16% le sont avec une arme d'ordonnance. Ainsi, l'arme d'ordonnance ne serait utilisée que dans 3% des meurtres et tentatives de meurtre. Le décompte séparé entrepris par l'armée confirme ces chiffres.<sup>2</sup>

On ne peut rester indifférent durant des années aux meurtres commis en Suisse, puis s'indigner subitement à cause d'une fraction d'entre eux. Ceux qui appellent à ranger le fusil militaire à l'arsenal après s'être tus aussi longtemps n'ont aucune crédibilité.

Cela dit, les autorités doivent sans doute examiner la situation et rassurer leurs concitoyens. Plusieurs idées ont surgi dans les milieux politiques. Le vice-président de l'UDC, Yvan Perrin, propose que la police délivre pour chaque recrue un formulaire mentionnant son aptitude ou son inaptitude à porter une arme. De tels formulaires sont déjà remplis par la police lors des acquisitions d'armes dans le civil. Le radical Didier Burkhalter et la conseillère nationale PDC lucernoise Ida Glanzmann proposent de créer un permis de port d'armes pour les militaires<sup>3</sup>. Ces projets ont un but louable, mais ils ont deux défauts. Ils supposent un contrôle bureaucratique coûteux et à l'efficacité incertaine. De plus, ils portent en eux l'idée que les citoyens suisses ne seraient pas dignes de confiance, ce qui contredit le principe même de la milice.

La Société suisse des officiers, quant à elle, propose d'exiger un casier judiciaire vierge pour la remise d'une arme à une recrue. Dans un article publié sur son site bien connu *Commentaires.com*, Philippe Barraud soutient cette idée<sup>4</sup>. Il justifie son appui [...] en partant d'un double constat:

– *L'armée souffre d'un grave problème d'image, dû aussi bien à la conduite erratique que lui imposent les politiciens, qu'à des faits divers tragiques démesurément exploités par les médias et la gauche.*

– *L'armée n'a plus besoin d'effectifs pléthoriques.*

Dès lors, l'armée a l'opportunité de pouvoir choisir ceux qui entreront dans ses rangs, et c'est une aubaine dont elle doit profiter. En effet, elle n'a nul besoin de s'encombrer de petits délinquants, de détraqués, d'alcooliques précoces et de tarés des jeux vidéo. Elle n'est pas là pour remplacer des parents défailants, ni les services sociaux. L'ar-

*mée suisse a besoin d'hommes bien dans leur tête, matures et dignes de confiance, autrement dit: responsables. [...]*

Nous ne souscrivons pas entièrement aux arguments de M. Barraud en faveur de la proposition de la Société suisse des officiers. Lui-même reconnaît que si l'armée a un problème d'image, c'est en partie à cause de certains partis pris idéologiques des médias. Il faut combattre ces a priori. M. Schmid pourrait le faire si seulement il le voulait vraiment.

De plus, l'armée suisse est composée de miliciens. C'est le devoir de chaque citoyen d'accomplir son service et de porter une arme. En réduisant encore la proportion d'hommes astreints au service, on discrédite le principe de l'obligation générale de servir. Pourtant la plupart des délits, même graves, ne semblent pas constituer un empêchement de servir, c'est-à-dire de faire la guerre.

L'examen du casier judiciaire et le permis de port d'arme sont des moyens superficiels: est-ce que la police ou l'armée, passant en revue la multitude de candidats à l'école de recrues, pourra détecter le pourcentage infime de la population qui risque de commettre des actes monstrueux avec l'arme de service (car il ne s'agit pas de passer au crible toute la population pour déceler toute tendance criminelle)? Exiger un casier judiciaire vierge ou presque écartera de l'armée de nombreux citoyens menant une vie civile peu exemplaire mais capables de faire d'honnêtes soldats. En revanche cette exigence n'empêchera pas un ou deux fous aux airs innocents de se voir confier une arme.

Certes nos dirigeants n'ont pas intérêt à adopter des mesures trop restrictives s'ils visent à long terme l'instauration d'une armée profession-

nelle. Celle-ci serait formée de volontaires. Or, dans un endroit sans chômage comme la Suisse, où recruter le gros des troupes sinon parmi ceux dont la société ne veut pas, les petits délinquants, ratés ou gens limités qui sont le lot des armées professionnelles dans les autres pays? Notre armée aura besoin de ces personnes si le système de milice est définitivement abandonné.

En attendant (et dans l'espoir que cette professionnalisation n'ait jamais lieu), on pourrait mieux former les officiers et sous-officiers à l'instruction de tir. Actuellement, leur formation est assez sommaire. C'est probablement à partir d'une solide expérience du maniement des armes et en voyant leurs hommes sur le terrain que les supérieurs pourront détecter les rares cas «bizarres» et, si nécessaire, réagir.

M. Barraud indique à juste titre que l'armée n'est pas là pour remplacer des parents défailants, ni les services sociaux. S'il s'avérait que la société moderne produit un nombre croissant et anormal de personnes malades et dangereuses, les autorités devraient se demander si elles s'attachent suffisamment à préserver les mœurs de la communauté dont elles ont la charge. Et si elles ne le peuvent ou ne le veulent plus, pourra-t-on encore parler de la Confédération comme d'un être politique?

NICOLAS DE ARAUJO

<sup>1</sup> Cf. Catherine Cossy, «Le soldat qui a tiré sur la jeune fille avait un casier judiciaire», *Le Temps*, 03/12/2007.

<sup>2</sup> Urs Paul Engeler, «Messerland Schweiz», *Weltwoche*, 05/12/2007.

<sup>3</sup> Philippe Miauton, «La droite émet l'idée d'un permis de port d'armes pour les militaires», *Le Temps*, 04/12/2007.

<sup>4</sup> «Casier vierge pour arme de service», *Commentaires.com*, 05/12/2007.

## Revue de presse

### Aveu courageux

Dans *Le Nouvelliste* du 6 décembre, M. Pascal Décaillet raconte le dimanche où les Suisses refusaient le traité sur l'Espace économique européen: «J'étais à la radio, j'avais fait un premier commentaire en direct, sur le vif, la gorge serrée, l'impression que mon pays ratait un rendez-vous historique avec son destin. (...) Nous étions beaucoup de Romands, ce soir-là, à nous sentir très tristes.»

Quinze ans après, il juge qu'on aurait dû, à l'époque, relativiser l'enjeu, d'autant que «la suite ne leur a pas vraiment donné tort, à ces opposants de l'époque». Et l'aveu: «Franchement dit, nous les journalistes de Suisse romande, dans ce combat-là, nous étions avec lui (le conseiller fédéral J.-P. Delamuraz, réd.). [...] Parce que nous formions, autour du oui à l'EEE, dans ce Palais fédéral qui est comme une chambre d'échos réflexive, une forme de pensée dominante, tout ce que je condamne aujourd'hui, dans tant de domaines.»

Merci à M. Décaillet de l'avoir écrit si franchement! On se rappelle le 22% de chômage promis par les partisans, moins d'ailleurs comme cause d'une erreur de politique économique que comme punition infligée par l'Histoire à ceux qui refusaient le sens qu'elle voulait se donner.

Les opposants de l'époque à l'EEE ne demandent pas aux autres journalistes qui se jugeraient comme M. Décaillet s'est jugé d'entrer dans le

jeu du repentir public. On aimerait simplement qu'instruits par l'expérience, ils refusent de marcher dans les chantages émotionnels à la catastrophe, les «c'est ça ou le chaos!» qui nous annoncent à chaque vote ou élection Salamine, les Champs catalaniques, la plaine de Pelennor ou Armageddon.

D.

### M. Décaillet découvre le PDC

Ce même journaliste commente ainsi le putsch du 12 décembre à Berne ourdi par le PDC et ses alliés roses et verts («La droite trahie», le *Nouvelliste* du 13 décembre):

[...] *Oh, certes, le coup est magistral. Quatre ans et deux jours plus tard, l'affront subi par Ruth Metzler est vengé. La logique de vendetta a fait son œuvre, les parrains sablent le champagne, avec comme alliés la gauche de la gauche de ce pays. La belle alliance! Mais pour quels lendemains? La droite lacérée, le camp bourgeois divisé pour longtemps, et l'UDC, peut-être, dans la rue pour quatre ans.*

*La démocratie chrétienne suisse doit clairement dire à quel camp elle appartient. Et ce camp, historiquement, philosophiquement, économiquement, ne peut être que celui de la grande famille de droite. [...]*

[...] *Or, le coup d'hier, aussi prestigieux soit l'agneau sacrificiel, c'est un coup des socialistes et des Verts, avec la complicité du PDC. C'est cela, la nouvelle majorité sous la Coupole? Si oui, on aurait pu avoir la courtoisie, au mo-*

*ment des élections, d'en informer les électeurs. [...]*

Manifestement le PDC n'a qu'une idée: récupérer le siège au Conseil fédéral perdu en 2003, avec tous les avantages que ça comporte pour le parti. Les chefs PDC comptent que ses alliés d'un jour, au moment où le radical Couchepin quittera le Conseil fédéral, éliront le Fribourgeois singinois Schwaller (qu'on fera passer pour un romand) ou le valaisan Darbellay. On en vient à souhaiter que M. Couchepin se ravise et reste en fonction toute la législature.

E.J.

### Le dernier doute levé

Dans l'éditorial qu'il signe dans 24 heures du 15 décembre, Jacques Poget, sous le titre «Du bon usage du radar... et des médias électroniques», relève pertinemment:

*La menace est claire: les radios et télévisions qui persisteront à annoncer où se trouvent les radars de la police perdront leur concession. Fermées!*

*En publiant cette décision, l'Office fédéral de la communication (Ofcom) répond, sans le vouloir, à deux questions à la fois: sur le but des radars et sur l'indépendance des médias électroniques.*

*La police a toujours prétendu que les radars ne sont là en aucun cas pour remplir les caisses de l'Etat, mais exclusivement pour diminuer le nombre des victimes de la route...*

*Mais si on utilise la sanction la plus forte pour empêcher de prévenir les automobilistes, c'est de toute évidence qu'on préfère pincer et taxer... plutôt que simplement dissuader. [...]*

*La seconde question est probablement plus grave. Mélange des genres, abus de pouvoir bureaucratique: un service de l'Etat utilise la toute-puissance d'un autre département sur les radios et télévisions pour intervenir sur leur contenu informatif et réduire leur service au public. Ces médias servent donc d'abord l'administration. Qui de surcroît entend museler bientôt internet et téléphonie également – mais doit heureusement, pour cela, réviser la loi.*

*Le double aveu involontaire de l'Ofcom devrait alerter des parlementaires et leur permettre peut-être d'imposer une pratique de la prévention plus cohérente quoique moins rentable...*

Ph. R.

## LA NATION

Rédacteur responsable:  
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:  
Place Grand-Saint-Jean 1  
Case postale 6724, 1002 Lausanne  
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)  
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch  
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch  
Imprimerie Beck, Lausanne

## Affronter les gnanngans

Pourquoi les séries télévisées américaines, *Lost*, *Prison Break* ou *Rome*, pour citer celles qui nous enchantent, sont-elles si supérieures aux feuilletons français? Peut-être parce qu'elles ne sont pas du tout empreintes de gnanngan. Même les intrigues amoureuses ou familiales y regorgent de sève et d'énergie.

En vertu de la règle qui veut que les contraires s'attirent, les «Romands», pourtant portés sur le sentimentalisme, adorent, selon les sondages, ces produits d'outre-Atlantique. Malheureusement, cette prédilection n'a aucune influence sur la marche des affaires morales et politiques. Le gnanngan nous submerge. Les illustrations en sont innombrables. C'est tel sportif sur le déclin qui continue à jouer «parce qu'il prend beaucoup de plaisir». C'est telle actrice exilée qui affirme, de retour à Lausanne: «Cette ville, c'est que du bonheur!». C'est le mâle qui ne renie pas «sa part de féminité». Ce sont les sentences récurrentes: «nos enfants sont l'avenir du pays», «merci d'être toi!», «bébé à bord», «tu es notre rayon de soleil». C'est le ton catastrophé d'une municipale s'exprimant sur le «lancinant problème de l'accueil de la petite enfance» ou «le dramatique manque de crèches». Le titre du livre de Ségolène Royal, «ma plus belle Histoire, c'est vous» remporte la palme.

Pendant que les militants s'activent en faveur de l'initiative sur l'interdiction de l'arme à domicile, le gnanngan occupe le devant de la scène. Dans les salles des maîtres du canton, hauts lieux du style «sympa»,

les signatures s'accumulent sur les listes (tandis que l'initiative scolaire de l'AVEC et de l'ASPICS est passée sous silence...)

«Gnanngan» veut dire mou, sans énergie. La mollesse affecte plus l'intelligence que le cœur. On peut être gnanngan et avoir la tripe dure. Les deux caractéristiques se marient bien. Ségolène Royal, compatissante et féroce, représente le type de la gnanngan.

Le gnanngan a toujours une intention morale derrière la tête. Il entend démontrer que sa cause est juste et de ce fait irrésistible. Il s'agit de choquer sans risque, de venir au secours de la victoire sur des mœurs archaïques.

La mollesse de la pensée gnanngan se manifeste par son refus de la dureté du réel, par l'ignorance voulue des difficultés intrinsèques de l'existence. Elle ne considère jamais l'essence de la réalité, mais ses accidents. Elle s'en prend par exemple aux armes (qui ne tirent pas toutes seules...) mais ne s'intéresse pas à leurs utilisateurs. Pourquoi y a-t-il plus de tireurs fous? Pourquoi sont-ils parfois des naturalisés de fraîche date? Quel rapport entretient ce genre de folie avec les progrès de la société libérale? Elle ne répond pas à ces questions. Elle préfère attaquer le problème de biais dans un esprit technicien. Elle s'offusque des manifestations accidentelles du mal pour ne pas voir le mal. Elle pourchasse les signes superficiels pour ne pas aller au fond des choses.

La mollesse de la pensée gnanngan, c'est son absence de lucidité. Elle ignore le tragique. La vie est pour

elle sacrée. Elle croit qu'en supprimant une à une toutes les causes de la mort, elle la vaincra.

On ne peut reprocher à la pensée gnanngan de se contenter d'en appeler à l'émotion. Contre les armes, les élégantes Zuricoises de la revue *Edelweiss*, Mme Ariane Dayer et M. Peter Rothenbühler ont des arguments. Ils exigent des mesures «rapides». Avec un ton martial, ils se placent sur le terrain politique, mais leur discours est pris dans une attitude existentielle molle, faite d'un besoin de sécurité absolue. Ils imaginent des coupables à la cruauté du réel, en l'occurrence les «péouses», les «casques à boulons rouillés», les «beaufs UDC» amateurs de tir.

La pensée gnanngan désarme ses adversaires, c'est le cas de le dire. Il est difficile de s'attaquer à un mollas-son! L'attitude des gnanngans face à l'existence nous est si étrangère que nous restons un moment stupéfaits.

Nous pouvons naturellement céder du terrain comme le font à merveille certains politiciens radicaux et UDC «bon enfant», convaincus au fond d'eux-mêmes que les gnanngans ont raison. Ce n'est pas notre genre...

Au début d'un dialogue difficile, où se heurtent des conceptions antagonistes de l'existence, il ne faut rien céder et affirmer d'entrée de jeu des positions de principe même si nous ne démontrons pas tout de suite ce que nous avançons. Il s'agit dans un premier temps de nous protéger des émotions gluantes dans lesquelles nos interlocuteurs veulent nous immobiliser.

Dans le cas des armes, on nous jette à la figure des orphelins, des vies fauchées à l'adolescence, des épouses désespérées, des familles dans le chagrin. «Que diriez-vous si votre frère s'ôtait la vie avec son arme de service?» nous demande-t-on.

Le gnanngan tente de transmettre son désarroi, il étale sa mollesse afin

de ne pas rester seul avec son angoisse. Les questions qu'il nous adresse, il faut nous les être posées nous-mêmes avant et oser une réponse choquante. Si un membre de notre famille se donnait la mort, nous ne nous en prendrions ni à l'arme, ni aux institutions, ni aux lois, ni aux personnes. Nous nous demanderions ce que nous n'avons pas fait pour qu'il en arrive à cette extrémité, nous serions mis en face de notre impuissance, et appelés à surmonter ce coup du sort, cet événement terrible et mystérieux.

Une fois le piège émotionnel déjoué, il faudra retrouver notre sang-froid<sup>1</sup> au milieu de la tempête d'indignation soulevée par des adversaires dont un abîme nous sépare. Puis il sera assez tôt pour vérifier les statistiques qui vont pleuvoir, contre les appels à combler les «vides juridiques» et freiner l'«urgence» de modifier des institutions qui pourtant conviennent à des citoyens libres.

JACQUES PERRIN

<sup>1</sup> Un exemple de réaction appropriée est fourni par le lieutenant-colonel Alain Bærswyl, spécialiste des nouvelles techniques de tir de combat, répondant aux questions d'une journaliste du *Temps* du 7 décembre 2007.

### Fausse note

Dans notre édition, du 7 décembre, nous avons donné 32 ans à Jean-Sébastien Bach, l'année de la mort de Buxtehude, en 1707.

C'est bien entendu 22 ans qu'il fallait lire, comme plusieurs lecteurs nous l'ont fait remarquer, puisqu'il est né en 1685. Il avait rencontré Buxtehude deux ans plus tôt, en 1705, et c'est en octobre 1707 qu'il avait épousé sa cousine Maria Barbara Bach, quelques mois après la mort du maître de Lübeck.

D. L.

### Le Coin du Ronchon

#### Moins d'explications, plus de chocolat

Les mauvais appareils électroniques, ce sont ceux que l'on ne peut pas faire fonctionner avant d'avoir achevé la lecture fastidieuse d'un mode d'emploi volumineux et abscons. Les mauvaises lois fédérales, ce sont toutes les lois fédérales, mais plus particulièrement celles dont la base constitutionnelle ne peut pas être exprimée en moins de trois lignes de texte. De même, les mauvais logotypes sont ceux qui ne représentent rien tant que le graphiste qui les a créés ne nous a pas savamment expliqué tous les symboles qu'il y a cachés.

Les architectes eux aussi constituent une profession au sein de laquelle on se croit obligé d'accompagner chaque œuvre d'explications intellectuelles de haut vol, accessoirement destinées à en justifier les aspects les moins pratiques et les moins fonctionnels.

Une grande entreprise multinationale de notre Canton a l'habitude, chaque année à Noël, d'offrir à ses employés et à leur famille une belle boîte de chocolats accompagnée d'un objet au style recherché. Et cette année, c'est précisément un architecte, nous dit-on, qui a conçu l'es-

pèce de soucoupe volante découverte dans le carton. On dirait une couronne de dentelle métallique dont les ondulations forment une succession de petits récipients, trop peu profonds cependant pour y déposer quoi que ce soit de substantiel. C'est bien joli mais plutôt inutile. Le tout est accompagné d'une petite bille métallique aimantée dont il est précisé que des enfants de moins de trois ans pourraient l'avaler – on suppose qu'un individu plus âgé en serait aussi capable – ainsi que d'un long texte explicatif qui nous renseigne sur les qualités de l'artiste et sur le sens profond de l'objet: «Quelle qu'en soit son interprétation, il nous pousse à réfléchir sur notre relation complexe avec la nourriture.» Ou peut-être avec l'architecture?

Pour tout dire, nous n'avons pas réfléchi à cette relation complexe et avons seulement mangé les chocolats qui, eux, n'étaient affublés d'aucun mode d'emploi, d'aucune notice explicative ni d'aucun texte de présentation. Car ce qui se conçoit clairement s'énonce succinctement et s'avale rapidement.

LE RONCHON

Séminaire 2007

## LIGUE VAUDOISE

CAFÉ DU VIEUX-LAUSANNE, RUE PIERRE-VIRET 6, LAUSANNE • www.ligue-vaudoise.ch

Après les élections

### LA DÉMOCRATIE EN QUESTION

MERCREDI 16 janvier 2008 à 20h00

PIERRE-GABRIEL BIERI  
Le cirque électoral

JEAN-FRANÇOIS CAVIN  
Le pouvoir émietté

MERCREDI 23 janvier 2008 à 20h00

OLIVIER KLUNGE  
Du bon usage de l'égalité

JACQUES PERRIN  
Le poison égalitaire

MERCREDI 30 janvier 2008 à 20h00

JULIEN LE FORT  
Propositions de réformes

OLIVIER DELACRÉTAZ  
Démocratie et totalitarisme

Les exposés seront suivis d'une discussion. L'entrée est libre.